

DOSSIER DE PRESSE

**2^{ème} édition du Sommet « Choose France ! »
consacré à l'attractivité économique de la France et de ses territoires**

Versailles, 21 janvier 2019



Lundi 21 janvier 2019, le Président de la République se rendra à la deuxième édition du Sommet « Choose France ! » réunissant à Versailles plus de 150 dirigeants :

- De groupes internationaux ;
- D'entreprises françaises de toutes tailles (grands groupes, ETI/PME, start-ups)

et opérant dans une grande variété de secteurs économiques, de l'industrie automobile au numérique, en passant par la mobilité, l'agroalimentaire, ou la pharmaceutique.

Les présidents des 18 régions françaises ont également été conviés ainsi qu'un certain nombre de personnalités qualifiées qui contribuent au dynamisme de nos territoires (BPI, Business France, DGE, DGM, etc.).

Cette seconde édition a vocation, dans la continuité de la première, à promouvoir l'attractivité économique de la France à l'international. Le Sommet se tient, comme l'année dernière, à Versailles, le lundi qui précède l'ouverture du *World Economic Forum*, afin de pouvoir capter les chefs d'entreprises sur le chemin de Davos. L'accent sera mis cette année sur la valorisation des territoires français auprès des investisseurs étrangers, avec pour objectif de renforcer la dynamique d'investissement en région.

Celle-ci a démontré sa solidité au cours des 18 derniers mois : un travail de recensement réalisé par Business France avec le concours des préfetures et des services économiques régionaux a permis d'identifier plus de 340 projets d'investissements de plus de 10 millions d'euros (internationaux et français) annoncés ou réalisés dans les territoires depuis 2017 (*voir cartographie précise en annexe*). L'Ile-de-France, les Hauts-de-France, le Grand Est et la région Auvergne-Rhône-Alpes ont attiré le plus grand nombre d'investissements dans le tissu économique et industriel local, contribuant au dynamisme de leurs bassins d'emplois respectifs.

Comme en 2018, le Gouvernement se mobilisera massivement au service des investissements et du développement économique des territoires. Le Premier ministre ainsi que les ministres et secrétaires d'Etat suivants participeront au Sommet :

- M. Benjamin GRIVEAUX, Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement
- M. Bruno LE MAIRE, Ministre de l'Economie et des Finances
- M. Gérald DARMANIN, Ministre de l'Action et des Comptes publics
- Mme. Muriel PENICAUD, Ministre du Travail
- M. Jean-Yves Le DRIAN, Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères
- Mme. Agnès BUZYN, Ministre des Solidarités et de la Santé
- Mme. Nathalie LOISEAU, Ministre auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargée des Affaires européennes
- M. Jean-Michel BLANQUER, Ministre de l'Education nationale et de la Jeunesse
- Mme. Nicole BELLOUBET, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice
- M. Didier GUILLAUME, Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation
- Mme. Elisabeth BORNE, Ministre auprès du ministre de la Transition écologique et solidaire, chargée des Transports
- Mme. Frédérique VIDAL, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation
- M. Sébastien LECORNU, Ministre auprès du ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, chargé des Collectivités territoriales
- M. Franck RIESTER, Ministre de la Culture
- Mme. Roxana MARACINEANU, Ministre des Sports
- M. Mounir MAHJOUBI, Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Economie et des Finances et du ministre de l'Action et des Comptes publics, chargé du Numérique
- Mme. Brune POIRSON, Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de la Transition écologique et solidaire
- Mme. Emmanuelle WARGON, Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de la Transition écologique et solidaire
- M. Jean-Baptiste LEMOYNE, Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères

- Mme. Annick GIRARDIN, Ministre des Outre-Mer
- Mme. Agnès PANNIER-RUNACHER, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des Finances
- M. Olivier DUSSOPT, Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics
- M. Gabriel ATTAL, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse
- Mme. Geneviève DARRIEUSSECQ, Secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées

Le Président de la République, le Premier ministre et les membres du gouvernement participant au Sommet souhaiteront faire la pédagogie des réformes menées par le gouvernement depuis 18 mois et valoriseront les opportunités d'investissement en France (savoir-faire, compétences) pour contribuer à la dynamique économique régionale.

1. Programme et participants au Sommet « Choose France » 2019 :

Plus de 150 chefs d'entreprises représentant 30 nationalités différentes participent au Sommet « Choose France » (55% Europe, 26% US et Amérique Latine, 6% Afrique – 13% Asie et Océanie).

Ce sont près de 120 chefs d'entreprises étrangers qui ont confirmé leur participation, pour une trentaine de chefs d'entreprises français.

Amérique

Etats-Unis : Satya NADELLA (Microsoft), Dara KHOSROSHAHI (Uber), Evan SPIEGEL (Snapchat), Lawrence CULP (General Electric), Jamie DIMON (JPMorgan), David TAYLOR (Procter & Gamble), Charles ROBBINS (Cisco), David BRONCZEK (Fedex), Jean-Christophe FLATIN (Mars), James QUINCEY (Coca-Cola), Kevin SNEADER (McKinsey)

Canada : Jean-François GAGNE (Element AI), Sébastien GENDRON (Transpod)

Chili: Androniko LUKSIC (Luksic), Marco STEFANINI (Stefanini)

Mexique: Rogelio ZAMBRANO LOZANO (Cemex)

Afrique

Nigeria: Jim OVIA (Zenith Bank), Bella DISU (Globacom), Aliko DANGOTE (Dangote Group), Tony ELUMELU (Heirs Holding)

Zimbabwe: Strive MAZAYIWA (Econet)

Maroc: Meriem BENSALAH-CHAQROUN (Holmacorm)

Europe

France : Frédéric MAZELLA (Blablacar), Guillaume FAURY (Airbus), Alexandre PROT (Qonto), Jean-Charles SAMUELIAN (Alan), Olivier HERSENT (Actility), Vincent BERNARD (Webhelp), Frédéric MOYNE (Albioma), Emmanuel FABER (Danone), Guillaume FAURY (Airbus), Antoine FREROT (Veolia), Thomas BUBERL (Axa), Isabelle KOCHER (Engie Group), Paul HERMELIN (Capgemini), Jean-Laurent BONNAFE (BNP Paribas), Philippe BRASSAC (Crédit Agricole SA)

Royaume-Uni : John FLINT (HSBC)

Pays-Bas: Jean-François VAN BOXMEER (Heineken)

Allemagne: Charles-Edouard BOUEE (Roland Berger), Sergio BALBINOT (Allianz), Nicolas PETER (BMW), Stefan OELRICH (Bayer AG), Hubertus VON BAUMBACH (Boehringer Ingelheim), Volkmar DENNER (Bosch), Michael MACK (Europa Park)

Irlande: Pierre NANTERME (Accenture)

Suede: Jesper BRODIN (Ikéa), Martin LUNDSTEDT (AB Volvo)

Finlande: Rajeev SURI (Nokia)

Suisse: Gianluigi APONTE (MSC), Alain DEHAZE (Adecco), Frédéric COLLET (Novartis)

Italie: Ricardo ILLY (Illy), Guido BARILLA (Barilla Group)

Espagne: Markus TACKE (Siemens Gamesa), Tobias MARTINEZ GIMENO (Cellnex Telecom)

Turquie: Yüksel Robert YILDIRIM (Yildirim), Philippe ALCARAS (Airties)

Asie

Corée: Young SOHN (Samsung), Jeong-Jin SEO (Celltrion)

Inde: Umesh CHOWDHARY (Titagarh)

Japon: Tatsuya TANAKA (Fujitsu), Mitsuaki INOUE (Takara Sangyo), Hiroshi SAKATA (Sakata Seeds), Didier LEROY (Toyota Motor), Koji FUJIWARA (Mizuho Bank)

Chine: Jonathan CHEN (Microport Scientific), Zhigang HAO (Buestar – Chemchina), Weidong QUE (Quechen), Angel ZHAO YING (Alibaba Group).

Plus de 400 entretiens bilatéraux prévus au cours de la demi-journée, entre les chefs d'entreprises et :

- Les membres du gouvernement ;
- Les participants institutionnels (Agence des participations de l'Etat, DGAC, INRIA, CNRS, Haute autorité de santé, CEPS, CGET, Direction de la législation fiscale, BPI, MAE, Trésor, etc.) ;
- Entre les dirigeants d'entreprises étrangers et français.

2. Déroulé prévisionnel du Sommet

- **13h00-14h15** : Arrivée des chefs d'entreprises et déjeuner présidé par le Premier ministre. Présentation de l'architecture de la marque France à l'étranger au cours du déjeuner.
- **15h00-18h00** : Plus de 400 rencontres bilatérales organisées entre les dirigeants économiques et les ministres et/ou les institutionnels français, ainsi qu'entre dirigeants économiques français et étrangers. En parallèle, 6 conférences thématiques seront organisées, sur des thèmes qui contribuent à renforcer les messages d'attractivité de la France:
 - « France : Economic and social transformation »
 - « France : World Champions and Talents »
 - « France : Make our Planet Great Again »

- « France : New opportunities in a post-Brexit environment »
 - « France : Artificial Intelligence Global Actor »
 - « France : The Tech Generation »
- **17h30-19h30** : Arrivée du Président de la République et rencontres bilatérales.
 - **20h** : Dîner avec allocution introductive du Président de la République.

3. Baromètres de l'attractivité de la France en 2018 (EY / Business France / Kantar)

Le panel de participants au Sommet « Choose France » témoigne, par son ampleur et sa qualité, de l'intérêt renouvelé et continu des acteurs économiques et investisseurs internationaux pour la France.

3.1. Une attractivité de la France renforcée au cours des 18 derniers mois et illustrée par les différentes études sorties tout au long de l'année 2018

Au cœur du marché européen (2^{ème} marché le plus vaste du monde), la France est le premier pays d'accueil des investissements industriels en Europe (*source : EY, baromètre de l'attractivité de la France 2018 – Juin 2018*). Le baromètre de l'attractivité de la France 2018 d'EY, qui fait référence en la matière, souligne « *une progression spectaculaire de l'attractivité de la France* », avec une hausse de +31% du nombre de projets d'investissements recensés au total en France, soit +31% vs 2016 (vs +6% au Royaume-Uni et +6% en Allemagne en 2017) ;

Le tableau de l'attractivité française de Business France – Juin 2018

Selon l'Observatoire Europe élaboré par Business France, la France a accueilli 19 % des investissements étrangers créateurs d'emploi qui ont été recensés en Europe. Viennent ensuite le Royaume-Uni et l'Allemagne avec respectivement 16 % et 13 % des investissements.

Investissements étrangers physiques créateurs d'emploi

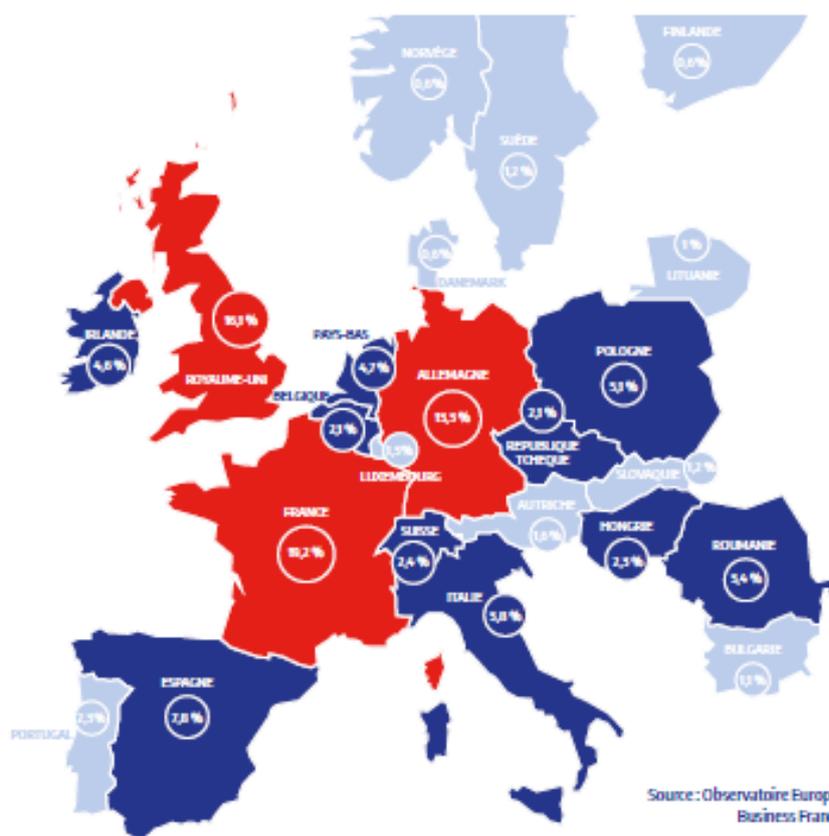
L'attractivité d'une économie doit également s'apprécier au travers des investissements étrangers productifs créateurs d'emplois (nouveaux sites de production ou de services) et des extensions d'activité. Chaque année, selon le Rapport sur l'internationalisation de l'économie française 2017 produit par Business France, les investissements étrangers en France permettraient de créer ou de sauvegarder environ 30 000 emplois en moyenne, ce qui positionne la France, avec le Royaume-Uni et l'Allemagne, parmi les pays européens les plus attractifs pour les investissements étrangers créateurs d'emploi.

La dynamique des décisions d'implantation des firmes multinationales en Europe s'est maintenue en 2017 et a progressé de 12 % par rapport à 2016.

Selon l'Observatoire Europe élaboré par Business France, la France a accueilli 19 % des investissements étrangers créateurs d'emploi qui ont été recensés en Europe. Viennent ensuite respectivement le Royaume-Uni et l'Allemagne avec 16 % et 13 % des investissements.

Les États-Unis sont le 1^{er} pays investisseur en Europe avec 26 % des investissements recensés. Vient ensuite l'Allemagne avec 12 % des projets. La France, avec 7 % des projets, est le 4^e pays investisseur en Europe, après le Royaume-Uni.

FIG 8. RÉPARTITION DES DÉCISIONS D'IMPLANTATION EN EUROPE (2017)



3.2 Evolution récente de l'attractivité de la France (sondage KANTAR pour Business France / décembre 2018-janvier 2019)

Business France s'associe chaque année à Kantar Public pour interroger un panel de décideurs économiques étrangers (environ 600 dans 6 pays différents : Allemagne, UK, US, Chine, Inde, EAU), de chefs d'entreprises françaises exportatrices (300 entreprises interrogées depuis la France qu'elles soient françaises ou étrangères), d'influenceurs étrangers en France et à l'étranger (150).

Ce baromètre ayant été publié au mois de novembre, Kantar Public a procédé à une mise à jour de celui-ci en décembre 2018 / début janvier 2019, dans le but de mesurer l'impact des dernières semaines sur la cible des décideurs économiques étrangers.

Les résultats ci-dessous montrent que l'image et l'attractivité d'un pays sont des notions complexes et qu'elles ne s'apprécient ou ne se déprécient pas au gré d'événements circonscrits. Au global, le regard que les cadres dirigeants étrangers portent sur l'attractivité de la France reste positif et ne remet pas fondamentalement en cause les progrès réalisés par l'attractivité française ces 18 derniers mois.

Rappel de la méthodologie



Echantillon



Mode de recueil et dates de terrain

VAGUE 9

602 leaders d'opinion à l'étranger (cadres dirigeants) répartis comme suit :

- 100 en Allemagne
- 100 au Royaume-Uni
- 100 aux USA
- 100 en Inde
- 100 en Chine
- 102 aux Emirats arabes unis

- Online sauf pour les Emirats Arabes Unis, où le terrain a été réalisé par téléphone
- Les terrains se sont déroulés :
 - Allemagne : 19/09 au 01/10/18
 - Royaume-Uni : 19/09 au 02/10/18
 - USA : 19/09 au 28/09/18
 - Inde : 19/09 au 26/09/18
 - Chine : 20/09 au 26/09/18
 - Emirats Arabes Unis : 11/09 au 7/10/18

COMPLÉMENT POUR VÉRIFICATION DU NIVEAU D'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE À FIN 2018/DÉBUT 2019

500 leaders d'opinion à l'étranger (cadres dirigeants) répartis comme suit :

- 100 en Allemagne
- 100 au Royaume-Uni
- 100 aux USA
- 100 en Inde
- 100 en Chine

- Online
- Les terrains se sont déroulés :
 - Allemagne : 27/12/2018 au 02/01/2019
 - Royaume-Uni : 27/12/2018 au 02/01/2019
 - USA : 27/12/2018 au 02/01/2019
 - Inde : 27/12/2018 au 02/01/2019
 - Chine : 27/12/2018 au 03/01/2019

➔ Ce rapport présente les résultats du volet complémentaire mené sur 5 pays

KANTAR PUBLIC

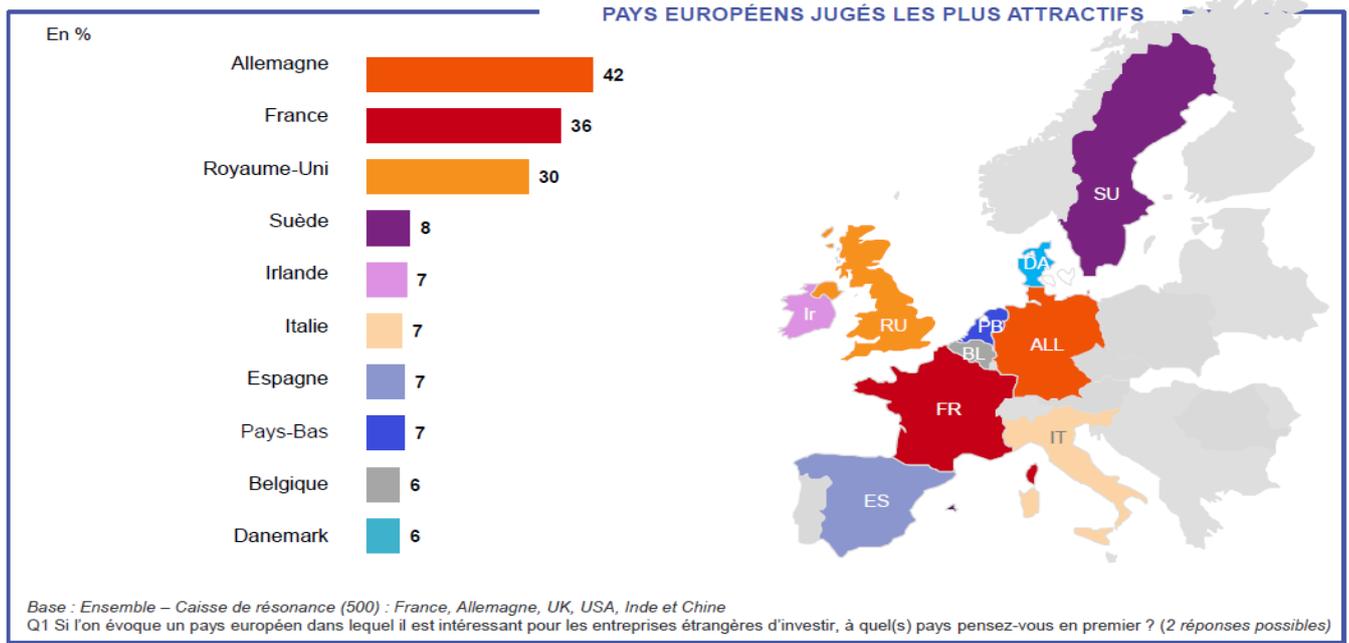
Baromètre Attractivité de la France 2018 – Complément à l'édition 2018 (vague 9)
Vérification du niveau d'attractivité de la France à fin décembre 2018 / début janvier 2019

70YG88



2

Destination des investissements étrangers : la France conserve sa 2^{ème} place acquise l'année dernière juste devant le Royaume-Uni



KANTAR PUBLIC

Baromètre Attractivité de la France 2018 – Complément à l'édition 2018 (vague 9)
 Vérification du niveau d'attractivité de la France à fin décembre 2018 / début janvier 2019

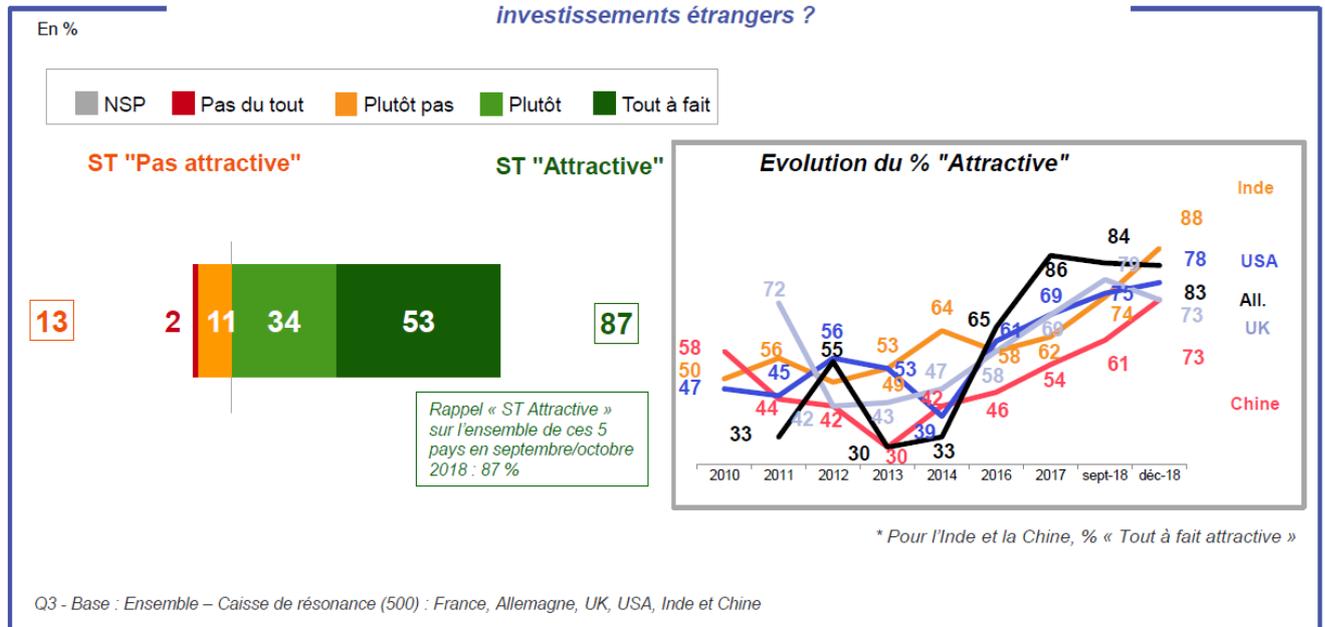
70YG88



3

L'attractivité de la France se maintient à un niveau élevé et comparable à celui mesuré avant le mouvement des Gilets Jaunes

Au global, diriez-vous que la France est une destination attractive pour les investissements étrangers ?



KANTAR PUBLIC

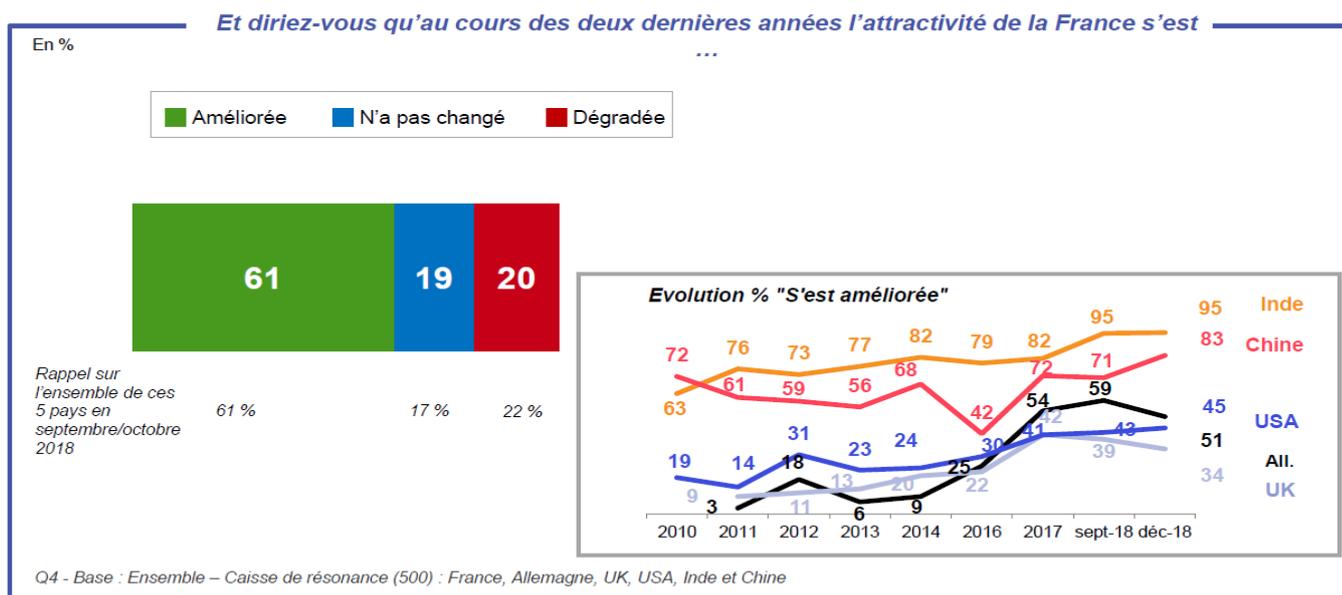
Baromètre Attractivité de la France 2018 – Complément à l'édition 2018 (vague 9)
 Vérification du niveau d'attractivité de la France à fin décembre 2018 / début janvier 2019

70YG88



4

6 cadres dirigeants à l'étranger sur 10 considèrent que l'attractivité de la France s'est améliorée au cours des deux dernières années. Un niveau similaire à celui observé en septembre/octobre 2018.



KANTAR PUBLIC =

Baromètre Attractivité de la France 2018 – Complément à l'édition 2018 (vague 9)
Vérification du niveau d'attractivité de la France à fin décembre 2018 / début janvier 2019

70YG88



5

ANALYSE – L'image économique de la France s'améliore. L'attractivité perçue de la France se renforce, les mesures prises depuis quelques années par les pouvoirs publics semblant commencer à porter leurs fruits.

Une attractivité comparée qui se maintient

Pour 50 % des cadres étrangers hors de France, les entreprises accélèrent leurs investissements en Europe. C'est particulièrement vrai pour les entreprises indiennes (71 %) et chinoises (67 %). La perception qu'ont les entrepreneurs étrangers déjà installés en France est plus nuancée : seuls 28 % perçoivent une accélération des investissements étrangers en Europe.

La France reste le 2^{ème} pays européen jugé le plus attractif en Europe : elle est citée par 35 % des répondants, derrière l'Allemagne (41 %) et devant le Royaume-Uni (34 %). **Elle gagne 10 points par rapport à 2016.** La France est le 1^{er} pays cité en Inde (47 %), en Chine (46 %) et en Allemagne (24 %).

L'attractivité de la France se renforce

88% des cadres dirigeants étrangers jugent que la France est attractive, en hausse de 4 points par rapport à 2017, après une hausse de 10 points par rapport à 2016. C'est le cas de 90 % des cadres des Emirats Arabes Unis, de 84 % des allemands et de 79 % des britanniques. Les influenceurs allemands (90 %) et américains (73 %) partagent cette vision positive de la France, alors que les influenceurs britanniques sont plus réservés (56 %).

La perception de l'attractivité par les cadres déjà implantés est moindre (66 %).

78 % des entreprises étrangères installées en France tirent un bilan positif de leur investissement sur le territoire et 42% considèrent que leur entreprise se développe.

Les notions associées à la France sont majoritairement positives. Pour les cadres dirigeants étrangers, l'innovation et la technologie sont les principaux termes associés à la France en matière de Business. Les dirigeants déjà établis en France citent l'innovation, la compétence ainsi que le savoir-faire, et la qualité.

L'image économique de la France a ainsi connu un réel rebond. Plus de 85 % des cadres dirigeants étrangers associent la France à l'industrie, la créativité, la compétitivité, l'entrepreneuriat, l'innovation, le dynamisme et l'esprit de startup. **Pour plus de la moitié d'entre eux, les termes de créativité et d'innovation distinguent la France des autres pays.**

Les principaux facteurs d'attractivité restent les infrastructures et la taille du marché

Par rapport à l'année dernière, l'attractivité de la France se renforce sur les critères relatifs à la taille du marché, la stabilité de la réglementation de l'économie nationale et la stabilité. La France continue également à progresser sur certains points considérés comme « faibles » traditionnellement : le coût du travail, la productivité du travail et la fiscalité sur les entreprises.

Les facteurs qui contribuent le plus à l'attractivité de la France sont la taille du marché intérieur (pour 89 % des cadres dirigeants à l'étranger), les infrastructures de communication (87 %), les infrastructures de transport et ressources logistiques (87 %), le tissu industriel (87 %), et l'environnement des affaires (86 %). La France est perçue comme économiquement stable (à 90 %), avec un environnement juridique et fiscal des affaires stable (86 %) et facile à comprendre (80 %).

Image comparée de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni

La France est jugée attractive pour les investisseurs internationaux par 88 % des cadres dirigeants étrangers interrogés. Elle se place devant le Royaume-Uni (82 %) et derrière l'Allemagne (92 %).

La France est vue avant tout comme un pays économiquement stable (90 %), cherchant à attirer les investisseurs étrangers (89 %) et possédant une réelle expertise dans des secteurs d'activité variés (86 %).

L'Allemagne est vue comme un pays dont les habitants sont fêrus de nouvelles technologies (94 %), qui possède une réelle expertise dans des secteurs d'activité variés, tourné vers l'avenir, et qui cherche à attirer les talents étrangers (92 %).

Le Royaume-Uni est perçu comme étant économiquement stable (90 %), encourageant l'entrepreneuriat et les startups (89 %), et possédant une réelle expertise dans des secteurs d'activité variés (88 %).

Par rapport aux autres pays européens, les entreprises étrangères installées en France plébiscitent la qualité et le cadre de vie (considéré comme un point fort par 80 % des répondants). Viennent ensuite les infrastructures de communication (70 %), la formation et la qualification des salariés (69 %), les infrastructures de transport et les ressources logistiques (68 %) ainsi que l'innovation et la R&D (64 %).

Les principaux facteurs qui ont influé sur le choix d'implantation en France sont la taille du marché (57 %), l'implication des salariés (50 %) ainsi que la formation et la qualification des salariés (49 %).

L'écosystème français est innovant

85 % des cadres dirigeants étrangers hors de France et 55 % des cadres d'entreprises déjà installées en France considèrent que l'écosystème français encourage l'innovation. La proportion est plus élevée pour les cadres qui ont déjà entendu parler de la French Tech (96 %).

En matière de R&D, l'attractivité de la France repose sur son réseau de clusters (pour 87 % des cadres dirigeants à l'étranger), la proximité des marchés et des autres activités de l'entreprise (85 %), les possibilités de collaboration avec des équipes de recherche universitaires (84 %), la qualité du personnel de R&D (82 %) et l'accès au financement (81 %).

La French Tech contribue largement à imposer la France comme une « startup nation ».

La French tech est reconnue comme un levier à l'international. Son niveau de notoriété est stable : elle est connue par un dirigeant sur deux à l'étranger. C'est en Inde (81 %) et en Chine (69 %) que cette proportion est la plus élevée.

La French Tech est jugée comme une initiative pertinente pour promouvoir le savoir-faire français à l'international par 97 % des cadres dirigeants à l'étranger et 88 % des cadres étrangers en France. L'ensemble des répondants considèrent que l'écosystème French Tech est un facteur d'attractivité pour les cadres de leur pays à 81 %.

La France est une start-up nation pour 73 % des cadres à l'étranger et 49 % des cadres étrangers en France. La connaissance de la French Tech contribue à cette perception car 90 % des cadres étrangers connaissant le French Tech adhèrent à ce point de vue.

Les réformes et dispositifs favorisant l'attractivité de la France sont bien connus.

Toutes les mesures de soutien à l'innovation visant à attirer les talents en France sont connues par au moins sept cadres sur dix à l'étranger. *Welcome to France* (78 %), les dispositifs de soutien à l'innovation (78 %) et la carte compétences et talents (76 %) sont les mesures les plus connues. C'est en Inde et en Chine que les mesures sont les plus connues (à plus de 90 % dans certains cas). Les cadres étrangers présents en France connaissent surtout les dispositifs de soutien à l'innovation (à 70 %) et l'initiative *Make our Planet Great Again* (à 55 %).

Plus des ¾ des cadres dirigeants à l'étranger ont entendu parler de l'allègement de la fiscalité des entreprises (74%), ainsi que de l'augmentation de la flexibilité du travail (78 %).

L'impact de ces réformes est reconnu. Les décideurs économiques considèrent que les mesures pour attirer de nouveaux talents (90 %) et améliorer la flexibilité du travail (87 %) ont un impact positif et fort sur les décisions d'investissement des entreprises.

L'industrie française est perçue comme attractive

Pour 80 % des cadres dirigeants étrangers, l'industrie française est attractive, contre 69% pour les entreprises implantées en France. Son niveau d'innovation est cependant perçu comme insuffisant.

Ses principaux critères d'attractivité, plébiscités par plus de 84% des répondants, sont la qualité des salariés, la montée en gamme des produits, la digitalisation des processus industriels et la qualité du management.

La France est perçue comme un leader européen en matière d'aéronautique par la moitié des cadres dirigeants à l'étranger. Cette proportion dépasse ou atteint les 40 % dans les secteurs de l'énergie et des services et équipements publics (44 %), des cleantech (43 %) et de l'industrie pharmaceutique (42 %). Les dirigeants d'entreprises étrangères implantés en France sont 77 % à reconnaître le leadership français en matière aéronautique, et 48 % pour ce qui est de l'industrie pharmaceutique.

Parmi les autres secteurs d'excellence français cités spontanément par les répondants on retiendra ceux de l'informatique/électronique (11 %), de la mode et des cosmétiques (11 %), de l'alimentation et de la gastronomie (9 %), de l'aérospatial (7 %) et du tourisme (6 %).

Alors que les trois quarts (77 %) des cadres dirigeants d'entreprises étrangères déjà installées en France la considèrent comme un pays innovant, ils ne sont que 65 % à penser que son industrie a innové au cours des trois dernières années.

Cependant, 70 % des cadres étrangers en France déclarent avoir mis en place des innovations dans leur propre entreprise sur cette période : 50 % des innovations de procédés, 44 % des innovations technologiques, 36 % de la digitalisation, 31 % des innovations organisationnelle et pour 30 % de la robotisation.

L'impact du Brexit est difficile à estimer

58 % des cadres dirigeants à l'étranger et 54 % de ceux déjà implantés en France considèrent qu'avec le Brexit les entreprises de leur pays d'origine vont revoir leur stratégie d'implantation au Royaume-Uni au profit d'un autre pays européen. Cette tendance est plus marquée en Inde et en Allemagne (76 %).

Les pays vers lesquels les entreprises se retourneront le plus sont l'Allemagne (citée par 46 % des cadres à l'étranger), la France (37 %), l'Irlande (11 %) et l'Italie (10 %). Seuls les cadres dirigeants chinois et émiratis estiment que c'est d'abord la France qui profitera du Brexit, tandis que les autres pays placent systématiquement l'Allemagne en tête.

Pour les cadres dirigeants à l'étranger, le Brexit aura un impact positif sur les filiales françaises d'origine étrangères (54 %), les grandes entreprises françaises (52 %), les banques françaises (52 %) et les PME françaises (52 %). Cet impact positif est perçu plus fortement en Inde, en Chine et en Allemagne.

3.3 La place financière de Paris reste attractive dans le contexte du Brexit (étude Sia Partners de juin 2018)

Sia Partners a mis en place un *tracker* qui suit les transferts d'emplois de la finance londonienne vers le continent. Leurs travaux montrent notamment que Paris reste dans la course et se place devant Francfort :

Focus on the banking jobs relocation induced by Brexit – June 2018

Tracker of communicated relocations according progress

	Transfers in progress <i>Jobs transfer is currently in progress</i>	Official communication <i>Jobs transfer has been announced by officials of the bank</i>	Unofficial communication <i>Jobs transfer has been announced by anonymous sources</i>	TOTAL (min-max)	# banks
Paris	3 directors (300-400 expected) 06/18 "tens of" (50-150 expected) 10/17	200 04/18 100 03/17 <1000 06/18 300-400 11/17	300 02/18 100-300 06/18 200 04/18 80 03/18	2482 (1833-3130)	10
Frankfurt	12 (up to 200) 03/18 20 (up to 500) 06/18 20 03/18	<100 06/18 "hundreds" (if used 300) 01/18 0-150 02/18 n.a. 07/17 20-40 06/18	500 – 1000 01/18 0-250 03/18 150-250 02/18 (Berlin) n.a. 02/17	1946 (1082-2810)	13
Dublin		125-400 06/18 up to 500 06/18	20 12/17 100-300 05/18 150-200 04/18	903 (395-1410)	5
Amsterdam		150 12/17	<100 09/17 0-250 10/17	355 (210-500)	3
Madrid			0-250 10/17 0-50 07/17 0-250 02/18	275 (0-550)	3
Luxembourg		n.a. 08/17	n.a. 03/18 n.a. 03/18	n.a.	3
No change			0 	0	2
				4581 (2842-6320)	27

These large banks have c. 150,000 staff in London, the jobs possibly relocated has been re-estimated between 3 to 6% against 10% in 2017.

CONFIDENTIAL © Sia Partners

Sources: Press articles, see appendices. Calculus methods: for HSBC the minimum was approximated at 500, Nomura and MUFG at 60; the total is based on number of job relocated by banks not the sum per city

1

ANNEXES

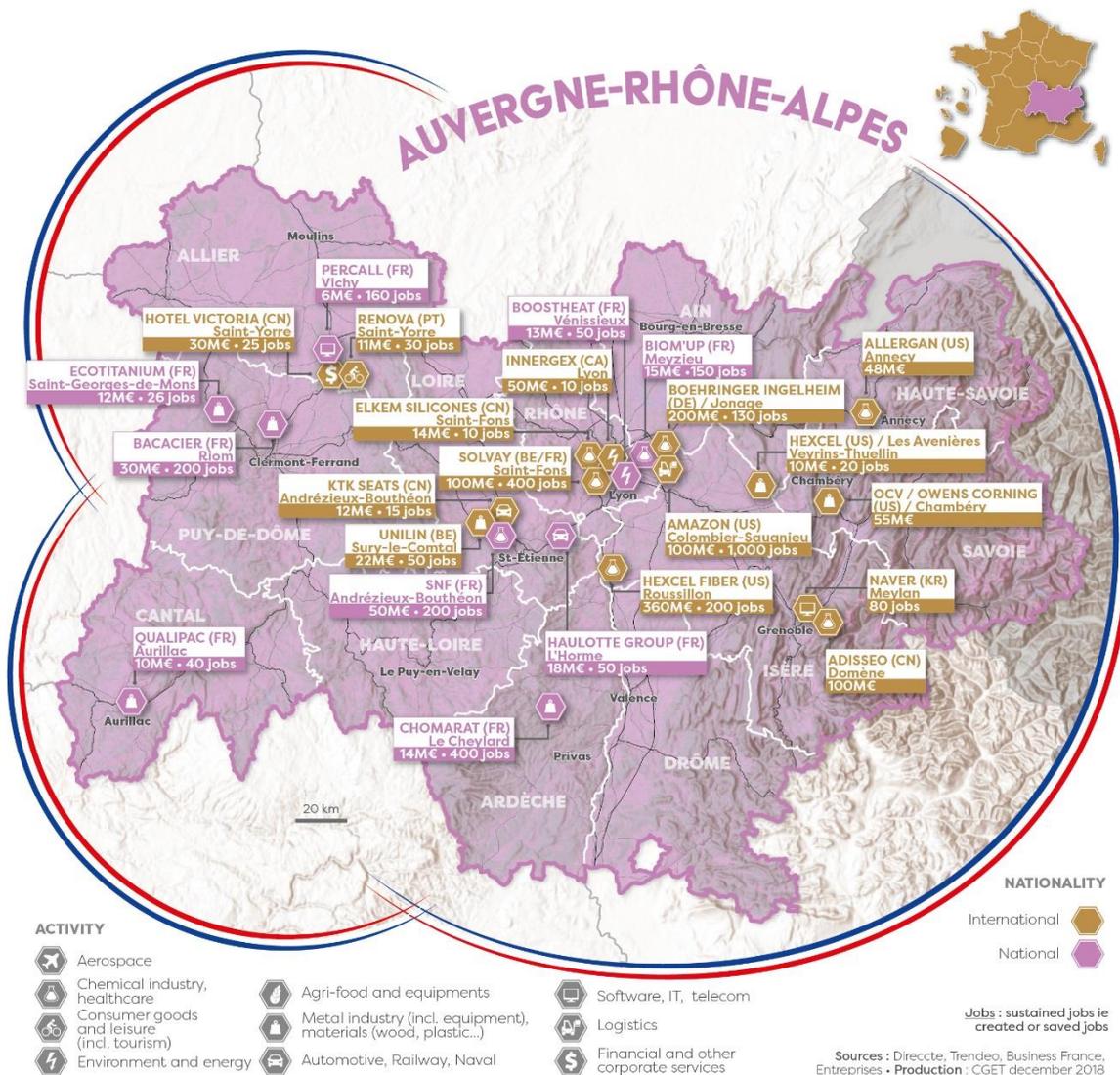
Une amélioration sensible de la place de la France dans les grands classements économiques internationaux au cours des derniers mois.

Ce renforcement de l'attractivité de la France s'est aussi traduit par une progression globale dans les classements internationaux :

Classement	Rang de la France				
	2014	2015	2016	2017	2018
Global Talent Competitiveness Index (INSEAD)	23	22	22	24	21
Environmental Protection Index	27	n.d.	10	n.d.	2
Rapport sur l'internationalisation de l'économie française (Business France)		1 014 décisions d'investissements 26 535 emplois	962 décisions d'investissements 33 682 emplois	1 117 décisions d'investissements 30 108 emplois	1 298 décisions d'investissements étrangers, création ou le maintien de 33 489 emplois
World Competitiveness Yearbook de l'IMD (International Institute for Management Development) de Lausanne	27	32	32	31	28
Baromètre de l'attractivité de la France, EY	3 (projets) et 5 (emplois)	3 (projets) et 2 (emplois)	3 (projets) et 5 (emplois)	3 (projets) et 5 (emplois)	3 (projets) et 4 (emplois)
World Investment Report de la CNUCED	7 (stocks), 42 (flux annuels) données révisées en 2015 : 12 pour les flux	7 (stocks), 19 (flux annuels) données révisées en 2016 : 20 pour les flux	11 (stocks), 11 (flux annuels)	11 (stocks), 16 (flux annuels)	11 (stocks), 7 (flux annuels)
Global Innovation Index (INSEAD, WIPO)	22	21	18	15	16
Academic Ranking of World Universities	Université Pierre et Marie Curie: rang 39, Université de Paris Sud: rang 46, École normale supérieure: rang 87, Aix-Marseille Université rang: 101-150, Université de Strasbourg: rang 101-150				
European Business School Ranking	Classement des universités et non des pays Global MBA : HEC Paris: rang 2, Insead: rang 3, ESCP Europe: rang 12, Edhec business school: rang 14, Grenoble école de management: rang 17, Essec business school: rang 18, EMLyon business school, rang 20 Executive MBA : 2 Hec, 3 Insead, 8 Escp, 11 Kedge business school, 23 Essec Executive education (customized programs) : 2 Hec, 6 Insead, 9 Essec, 14 Escp, 15 Edhec Executive Education (Open programs) : 4 Hec, 6 Insead, 9 Essec, 12 Escp Masters Management : 2 Hec, 3 Essec, 4 Escp, 13 Grenoble, 15 Edhec				
Global Competitiveness Report du Forum	23	22	21	22	17

Cartographie des investissements dans les 18 régions de France

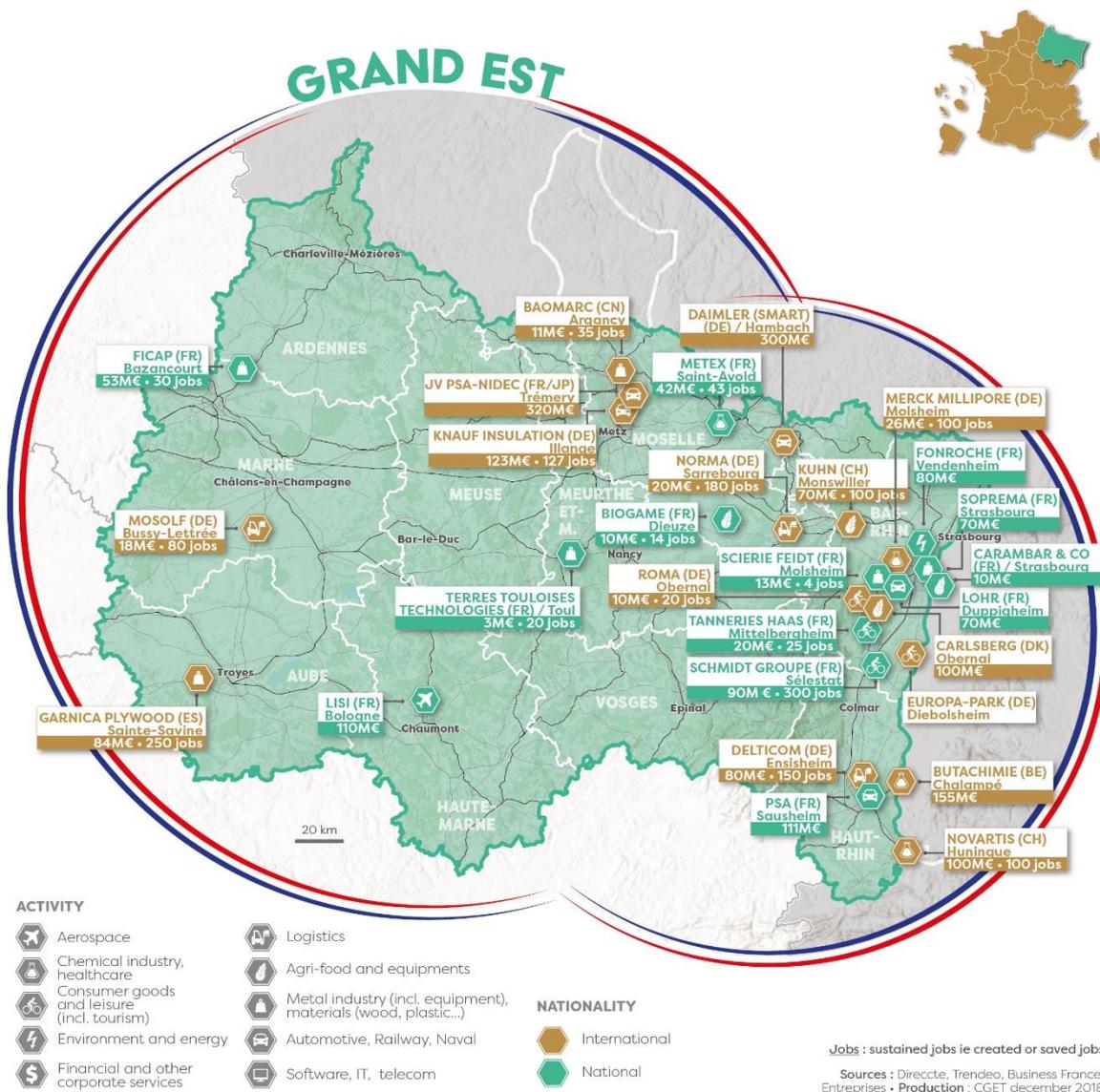
Les cartes ci-dessous sont le reflet d'un travail granulaire, effectué région par région. Elles mettent en valeur un ensemble d'investissements majeurs d'entreprises françaises ou étrangères, d'un montant supérieur à 10 millions d'euros, annoncés ou réalisés depuis 2017 (donc sur 2017-2018), et qui illustrent le dynamisme économique et industriel ainsi que l'attractivité des régions françaises. Les cartes ont été réalisées par le Commissariat général à l'Egalité des territoires (CGET) avec des données collectées par la Direction générale des entreprises (DGE) via les agences régionales de développement et les services de l'Etat coordonnés par les préfets de région (pour les investissements français) et avec le concours de Business France (pour les investissements internationaux).



PIB régional : 244 Md€

La région Auvergne-Rhône-Alpes s'affirme comme la seconde région économique française, et la 7^e région européenne en termes de création de richesse. La région est la deuxième région d'accueil des investissements étrangers en France. C'est également la 2^{ème} région française en terme d'importation et d'exportation. Cette ouverture à l'international a permis l'installation de 2 800 entreprises étrangères, et plus de 700 entreprises d'Auvergne-Rhône-Alpes possèdent près de 3 000 filiales, joint-ventures et bureaux commerciaux à l'étranger. En 2017, elle a accueilli 154 projets, permettant de créer ou de sauvegarder 4373 emplois.

Suite au rachat de la société française MERIAL en 2017, le groupe pharmaceutique allemand BOEHRINGER INGELHEIM a investi 70 M€ dans la construction d'un nouveau siège pour sa division Santé Animale France au sein du Biodistrict de Lyon-Gerland. Le groupe a également annoncé en juillet 2018 la création d'un site de production biologique de vaccins contre la fièvre aphteuse à Saint-Priest (Rhône) pour un investissement de 200 M€ et la création de 130 emplois. NAVER, groupe coréen, a racheté en juin 2017 à Xerox son centre de recherche européen en intelligence artificielle, localisé à Grenoble, reprenant les 80 chercheurs et employés de ce centre. NAVER souhaite développer des applications comme la voiture autonome, la cartographie 3D, la robotique ou les assistants vocaux.

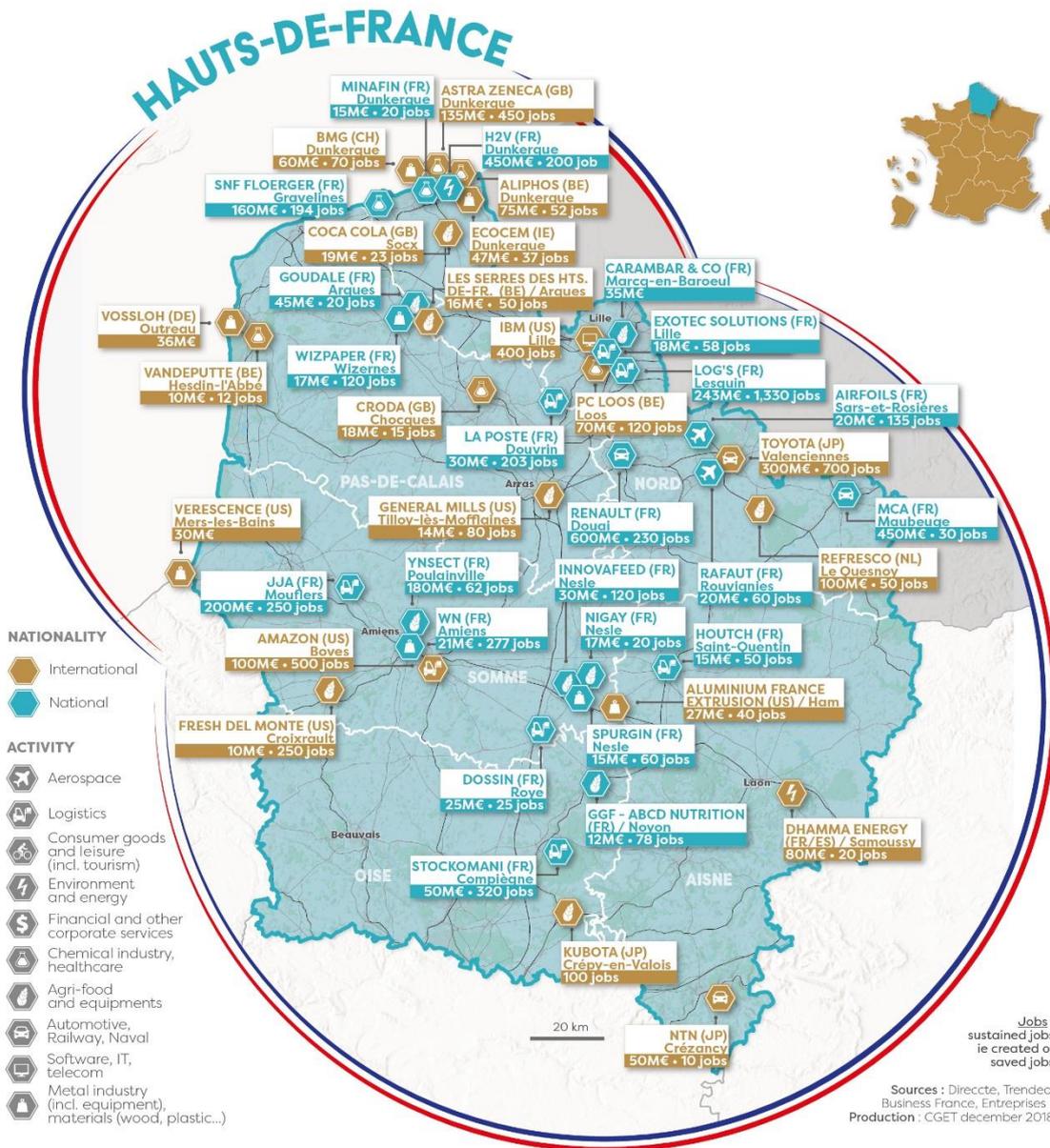


PIB régional : 150 Md€

La région Grand Est qui a accueilli la première déclinaison régionale de Choose France, est la 4^e région d'accueil des projets d'investissement étrangers : en 2017, elle a accueilli 131 projets permettant la création ou la sauvegarde de 3 390 emplois.

DAIMLER consacre 500 M€ au développement de son usine Smart d'Hambach sur 70.000m2 afin d'organiser la transition du thermique vers l'électrique à horizon 2020 et produire le nouveau SUV électrique de Mercedes.

En Moselle, KNAUF INSULATION investit 110 millions d'euros pour créer une unité de production de laine de roche à Illange (100 000 tonnes par an) destinée au marché de pour l'Europe de l'Ouest (50 % France, 40 % Allemagne, 10 % Bénélux).

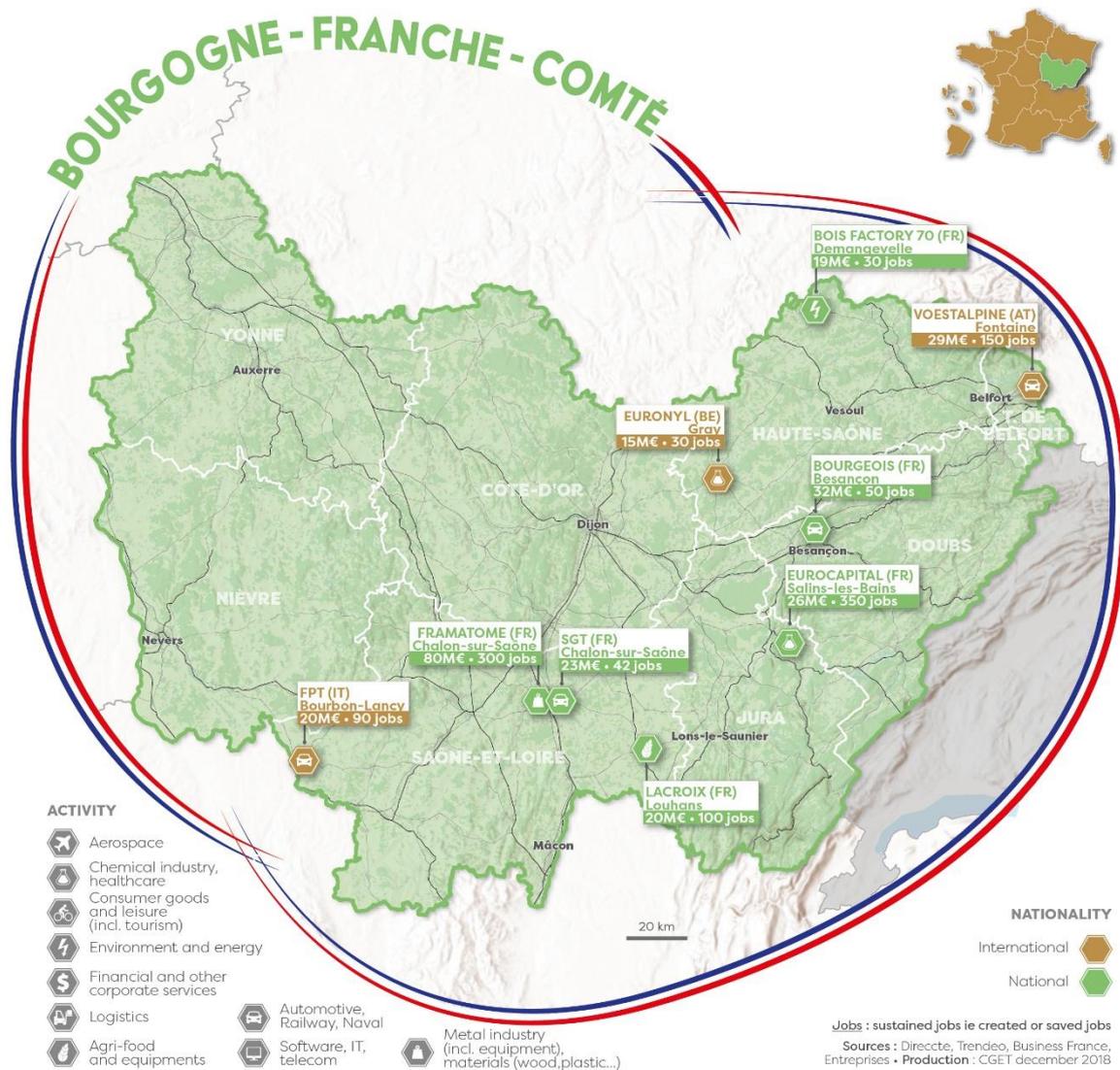


PIB régional : 154 Md€

L'accès direct à un environnement international a favorisé l'implantation de 1850 entreprises étrangères. Les Hauts-de-France sont la 4^e région exportatrice de France et se situent au 5^e rang des projets d'investissements étrangers avec 97 projets accueillis en 2017, permettant la création ou la sauvegarde de 5036 emplois.

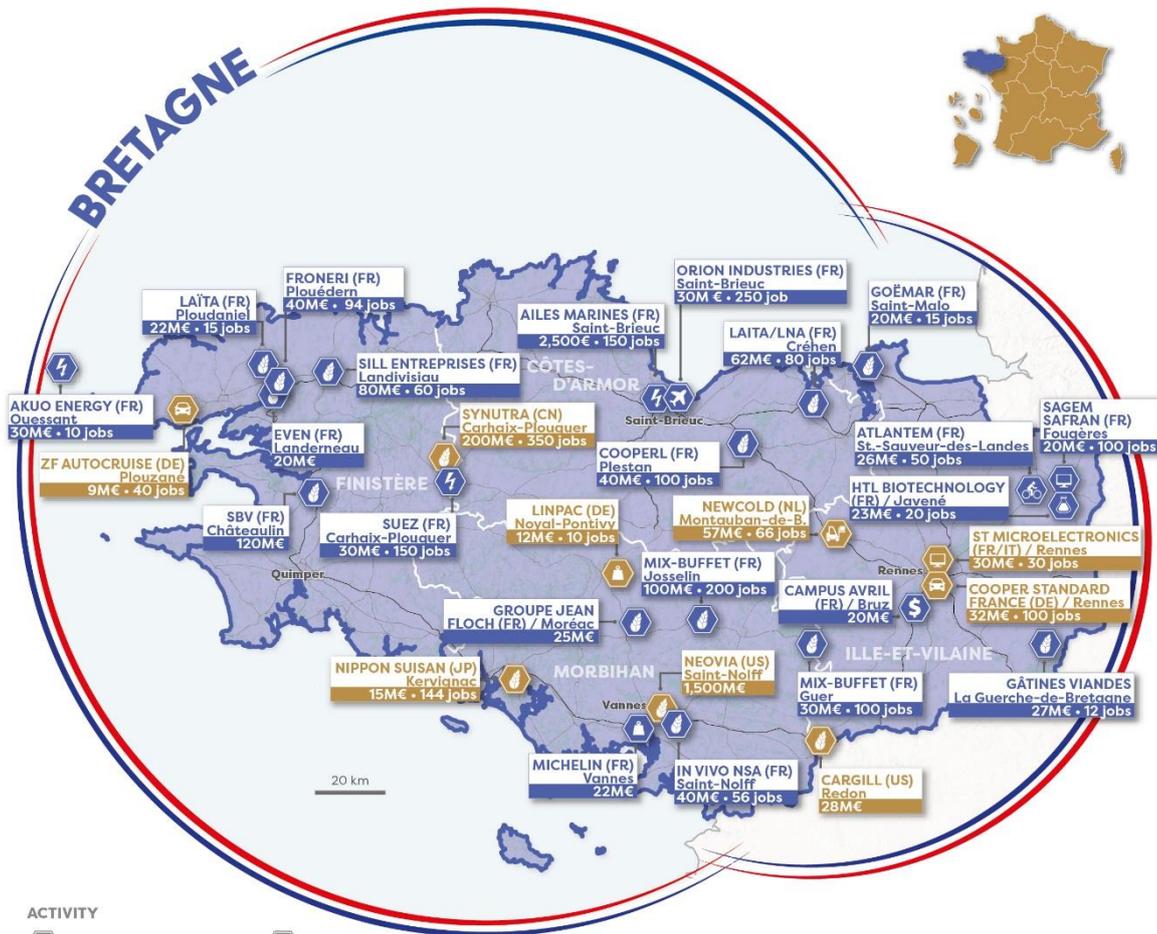
Le glacier HÄAGEN-DAZS, filiale du groupe américain GENERAL MILLS, a réalisé en 2018 un investissement de 17 M€ (Tilloy-lès-Mofflaines) créateur d'une cinquantaine d'emplois avec le développement d'une nouvelle ligne de fabrication.

En 2018, le groupe pharmaceutique britannique ASTRAZENECA a investi 135 M€ à Dunkerque dans son site de production spécialisé dans la production d'aérosols contre l'asthme et la broncho-pneumopathie.



PIB régional : 73 Md€

La Bourgogne-Franche-Comté a accueilli 49 projets d'investissement étrangers en 2017, permettant la création ou la sauvegarde de 1358 emplois. La société belge EURONYL principal actionnaire de la société PLASTIGRAY spécialisée dans l'injection plastique, a annoncé un investissement de 15M€ et la création de 30 emplois sur leur site de Gray (Haute-Saône).



PIB régional : 89 Md€

La région Bretagne a accueilli 30 projets d'investissement étrangers en 2017, permettant la création ou la sauvegarde de 780 emplois.

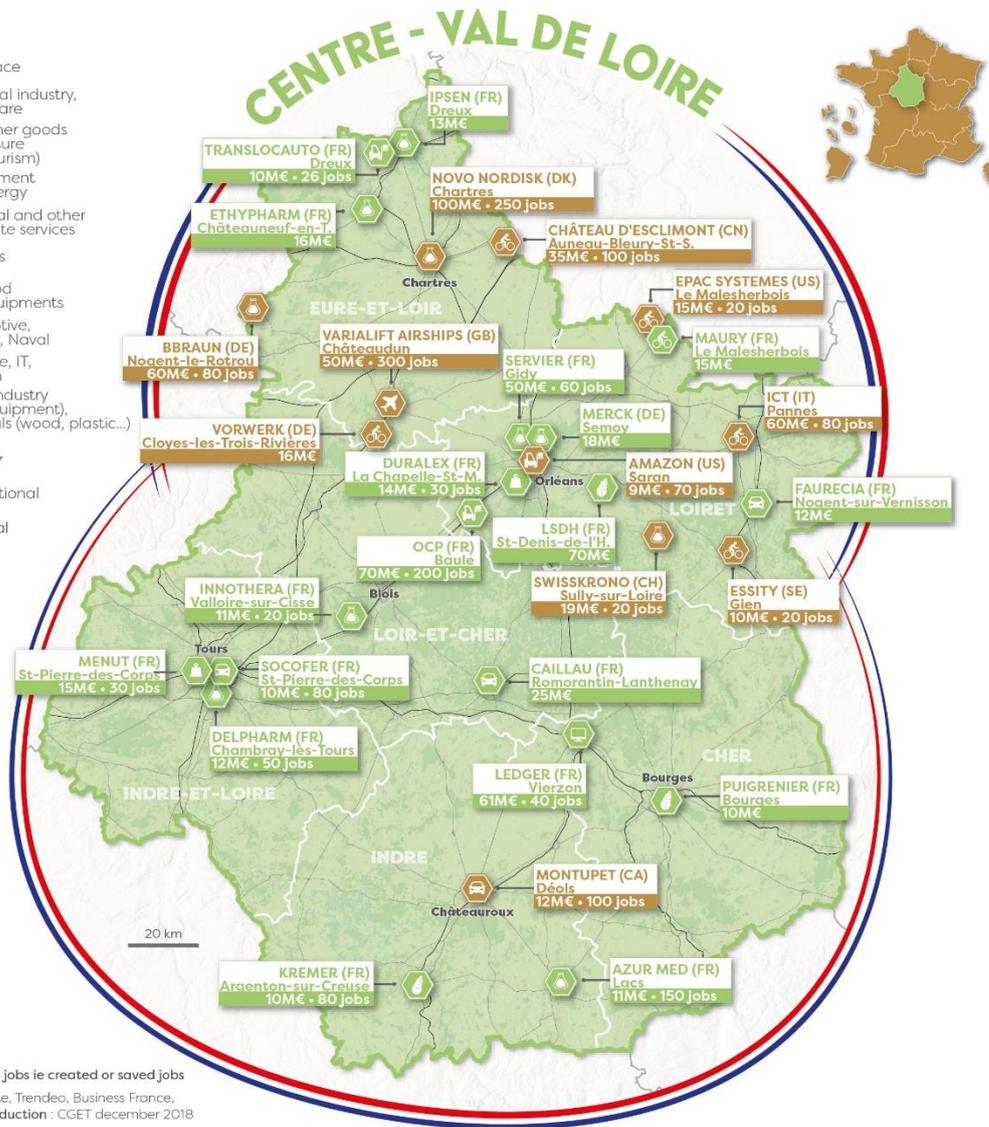
En 2017, Nippon Suisan a effectué une extension de son usine à Kervignac en Bretagne en créant une nouvelle unité de production. Ce projet porte sur la création d'environ 150 nouveaux postes avec un investissement de 15 Millions €.

ACTIVITY

-  Aerospace
-  Chemical industry, healthcare
-  Consumer goods and leisure (incl. tourism)
-  Environment and energy
-  Financial and other corporate services
-  Logistics
-  Agri-food and equipments
-  Automotive, Railway, Naval
-  Software, IT, telecom
-  Metal industry (incl. equipment, materials (wood, plastic...))

NATIONALITY

-  International
-  National



PIB régional : 69 Md€

Le Centre Val de Loire a accueilli 27 projets en 2017 permettant la création ou la sauvegarde de 596 emplois.

L'entreprise allemande B. BRAUN – 1^{er} employeur dans le dispositif médical en France – a investi 60 M€ afin de pérenniser 3 de ses 5 sites de production, principalement celui de Nogent-le-Retrou.

MERCK KGaA (Allemagne) a annoncé en 2018 un investissement de 19 millions d'euros pour augmenter les capacités de son usine de Semoy (Loiret), spécialisée dans la fabrication et le conditionnement d'antidiabétiques oraux.



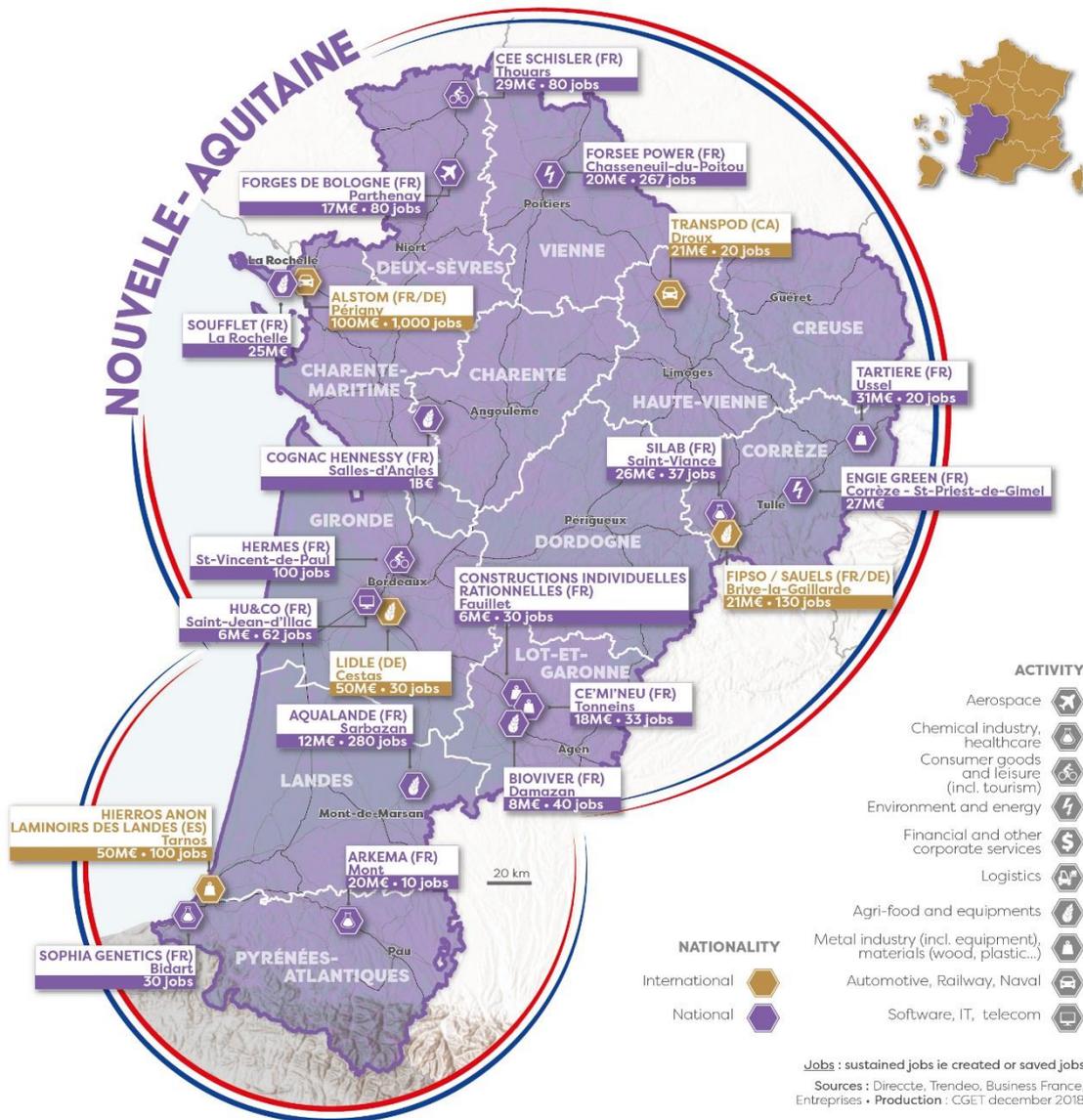
PIB régional : 90 Md€

L'industrie représente 20,3 % de la valeur ajoutée et occupe 23 % des emplois régionaux, faisant de la Normandie une région industrielle importante. 4 pôles de compétitivité ont leur siège sur le territoire normand : TES, Hippolia, Mov'eo et Nov@log.

La Normandie a accueilli 34 projets d'investissements étrangers en 2017, permettant la création ou la sauvegarde de 2 179 emplois.

Le fabricant de pâles d'éoliennes LM WIND POWER - racheté par le conglomérat américain GE en 2017 - a confirmé la construction d'une unité de production à Cherbourg pour un montant de 120 M€. Ce projet devrait créer 550 emplois.

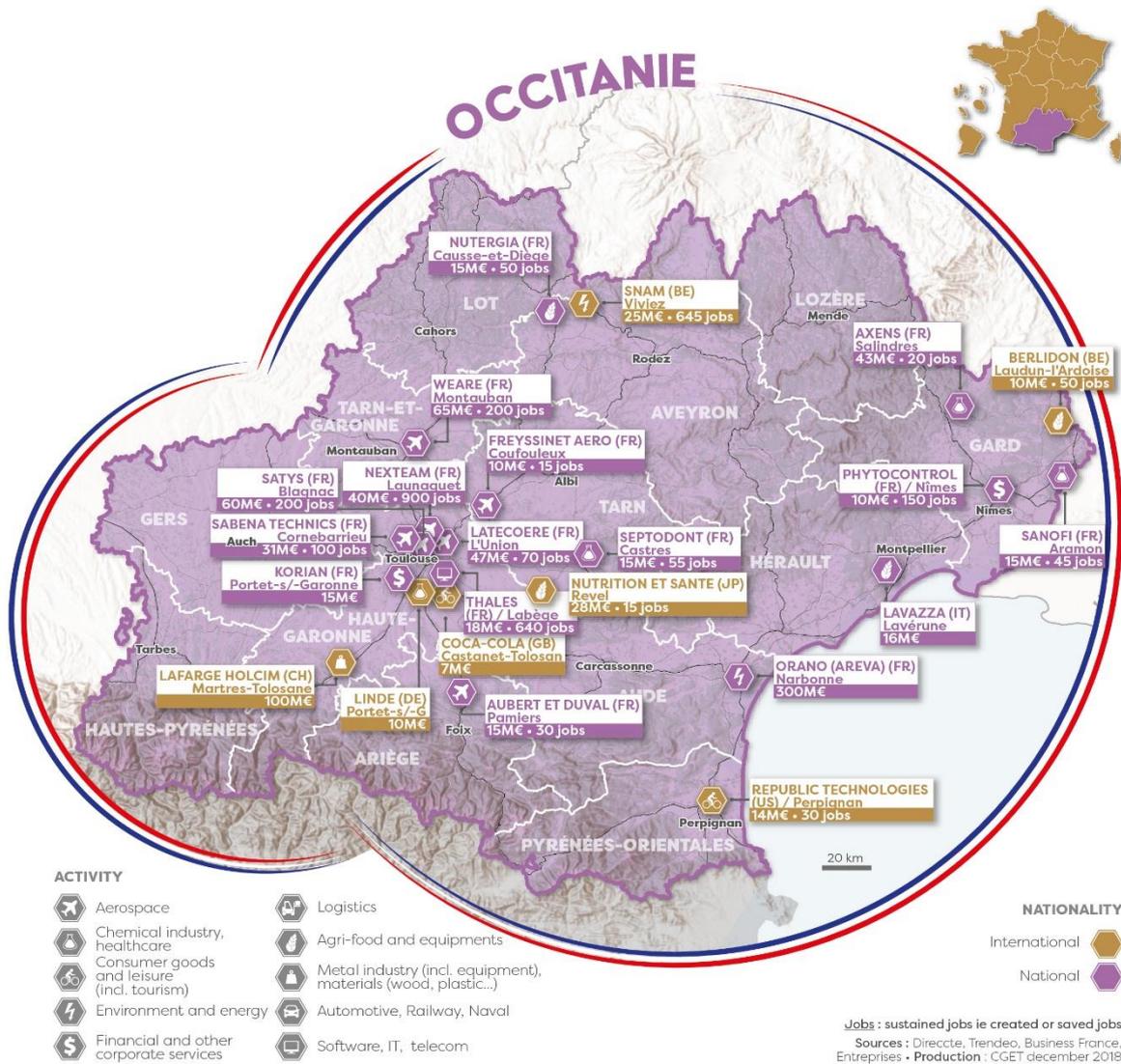
GSK a annoncé en 2018 un investissement de 90 millions d'euros sur son site d'Evreux pour produire un médicament à inhaler, un dispositif d'administration issu de sa R&D.



PIB régional : 160 Md€

1^{ère} région française en termes de R&D, l'écosystème de la Nouvelle-Aquitaine est riche d'environ 70 clusters (dont certains sont labellisés grappes d'entreprises), de nombreux tiers lieux (Fabs Labs, espaces de coworking) et de 11 pôles de compétitivité porteurs d'innovation dans les filières stratégiques de la région. Plus de 1 300 entreprises étrangères sont présentes en Nouvelle-Aquitaine et emploient plus de 55 000 salariés. La Nouvelle-Aquitaine est la 5^e région d'accueil des projets d'investissement étrangers en France : 97 projets permettant la création ou la sauvegarde de 1 701 emplois ont été décidés en 2017.

Le sidérurgiste espagnol HIERROS AÑON et le groupe suisse SIPRO STAHL ont racheté, début 2017, le site des Laminoirs des Landes, site situé à proximité des quais du port de Bayonne, à Tarnos. Les nouveaux propriétaires devraient lancer la production en 2018, après les premiers tests réalisés fin 2017.

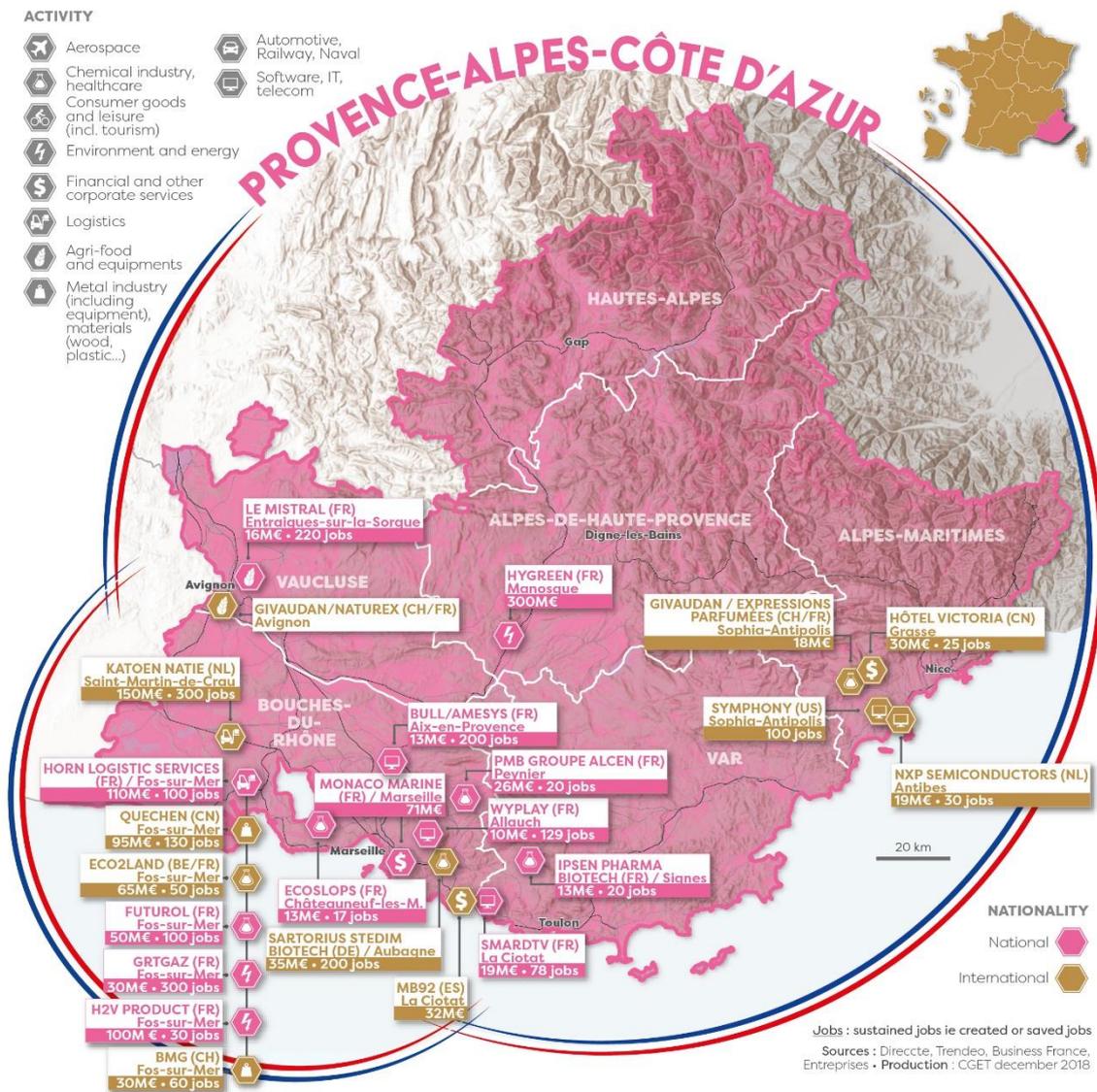


PIB régional : 153 Md€

L'Occitanie bénéficie d'une dynamique démographique puissante (sa population augmente chaque année de 50 000 habitants) et d'une attractivité économique remarquable. Elle s'affirme comme la 1^{ère} région de France en taux de création d'entreprises. La région Occitanie est la 3^e région d'accueil des projets d'investissement étrangers en France : 140 projets ont été décidés en 2017, permettant la création ou la sauvegarde de 3 349 emplois.

L'entreprise américaine BIOTRICITY réalise un investissement de 70 M€ afin de mettre en place une centrale de cogénération bois-énergie à Maubourguet (Hautes-Pyrénées). Ce projet est un des lauréats d'un appel d'offres du ministère de la Transition écologique et solidaire.

Le groupe familial italien Lavazza a investi 16 millions d'euros pour faire de l'usine de Lavérune (Hérault), un site d'excellence du café "made in France".



PIB régional : 151 Md€

La région PACA compte plus de 1 800 entreprises étrangères, représentant 68 pays. Elle a accueilli 67 projets d'investissements étrangers en 2017, permettant la sauvegarde de 1 417 emplois.

La société allemande SARTORIUS STEDIM BIOTECH - spécialisée dans la production de poches et de contenants biopharmaceutiques à usage unique - a lancé un programme de recherche et développement d'un montant de 23 M€ sur son site d'Aubagne, dans les Bouches-du-Rhône. En parallèle, SARTORIUS STEDIM va accroître ses capacités de production avec la construction de 2 500 m² de salles blanches et l'extension pour un montant de 10 M€ de sa plateforme logistique. 200 emplois seront créés suite à ces différents investissements. Créée en 2014 dans la Silicon Valley, Symphony a décidé de lancer son premier centre de R&D européen à Sophia Antipolis. Ce nouveau centre d'excellence permettra le recrutement d'une centaine d'ingénieurs.



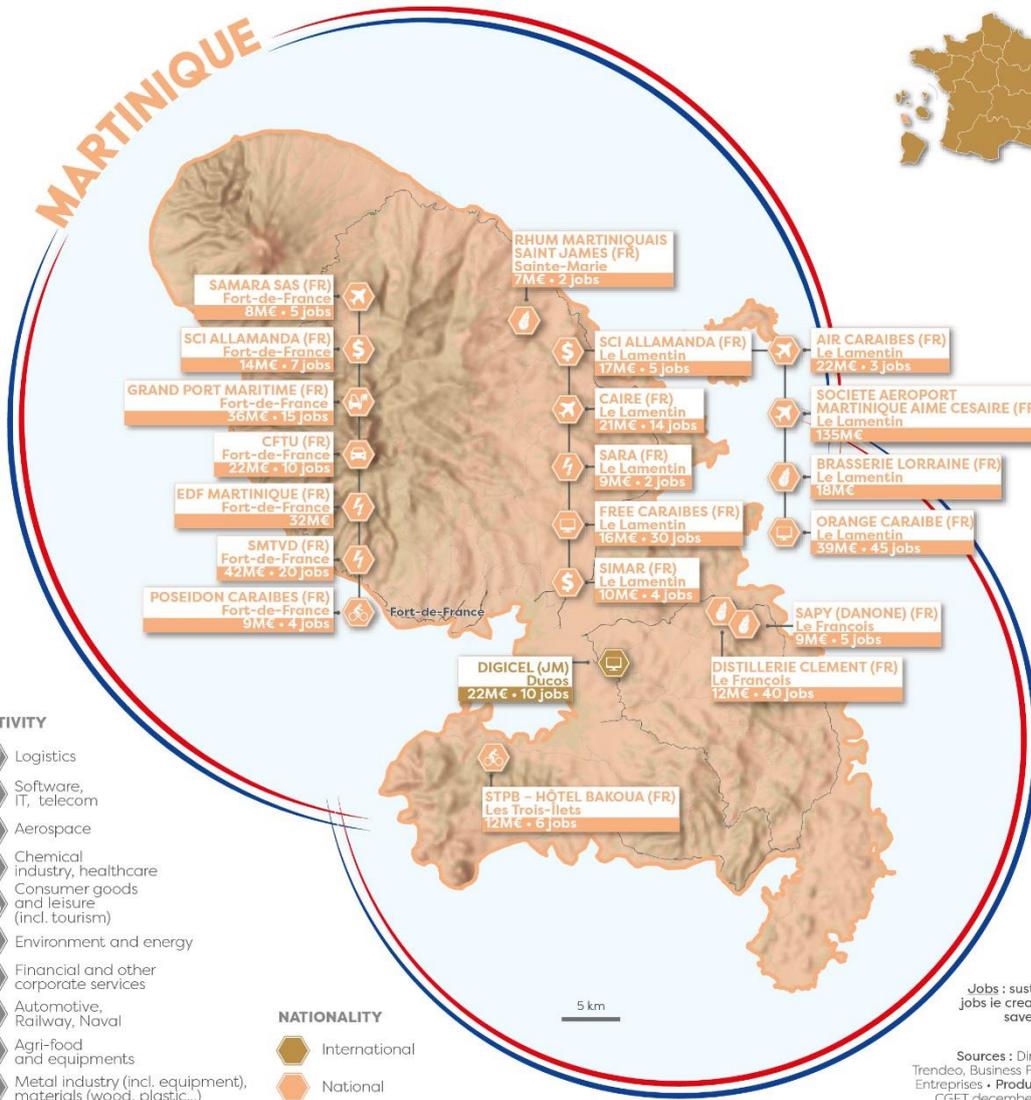
PIB régional : 106 Md€

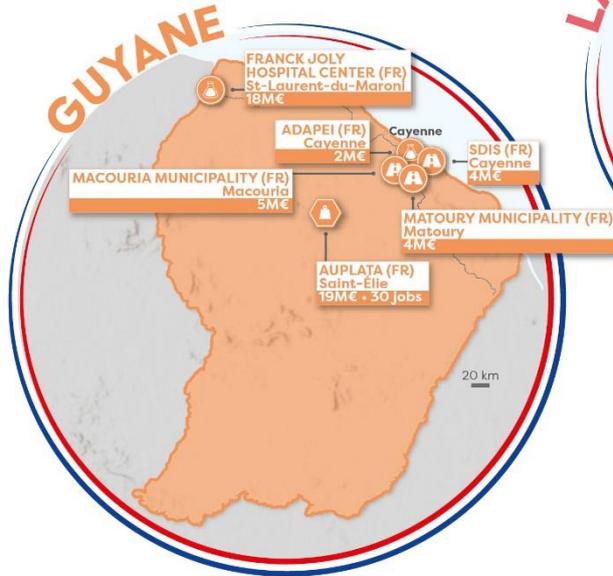
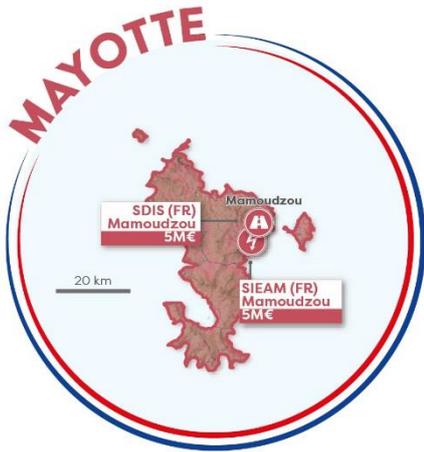
Les Pays de la Loire fait une priorité des technologies avancées de production grâce notamment à la présence de 9 pôles de compétitivité, de donneurs d'ordre internationaux, de sous-traitants et d'équipements innovants. La région est de ce fait attractive pour les investisseurs étrangers.

La région Pays de la Loire a accueilli 57 projets d'investissement étrangers en 2017, permettant la création de 1 626 emplois.

La société américaine ARCONIC (ex-ALCOA), spécialisée dans la fabrication et l'usinage de pièces métalliques, a investi 14 M€ dans la modernisation de son usine de Saint-Cosme-en-Vairais (Sarthe). Le site emploie plus de 700 salariés et produit vis et écrous pour l'industrie aéronautique et le secteur automobile.

MARTINIQUE





INVESTMENT

- Private investment (Hexagon icon)
- Investment loan to local entities (Circle icon)

ACTIVITY

- Metal industry (incl. equipment), materials (wood, plastic...) (House icon)
- Infrastructure (Person icon)
- Environment and energy (Lightning bolt icon)

Sources : Direccte, Trendeo, Business France, Entreprises, DG Trésor, AFD • Production : CGET december 2018

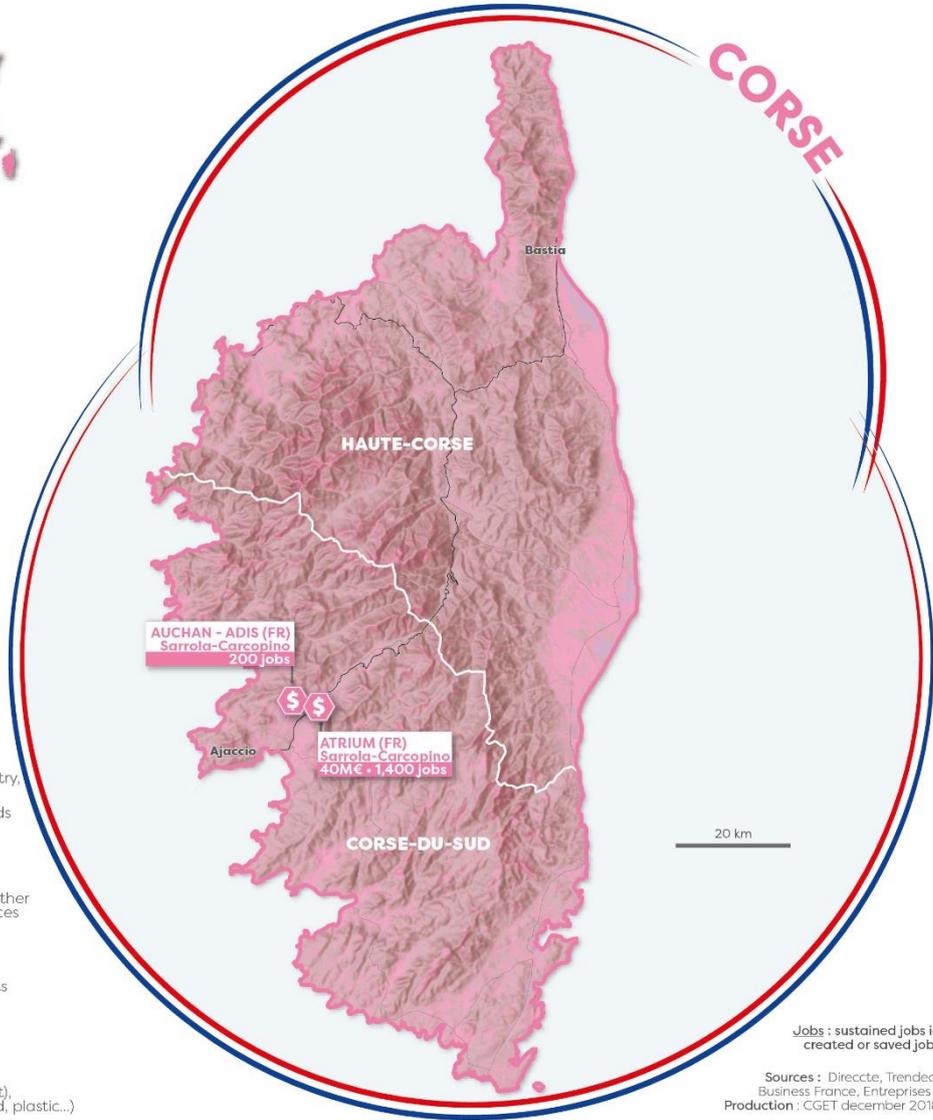


NATIONALITY

-  International
-  National

ACTIVITY

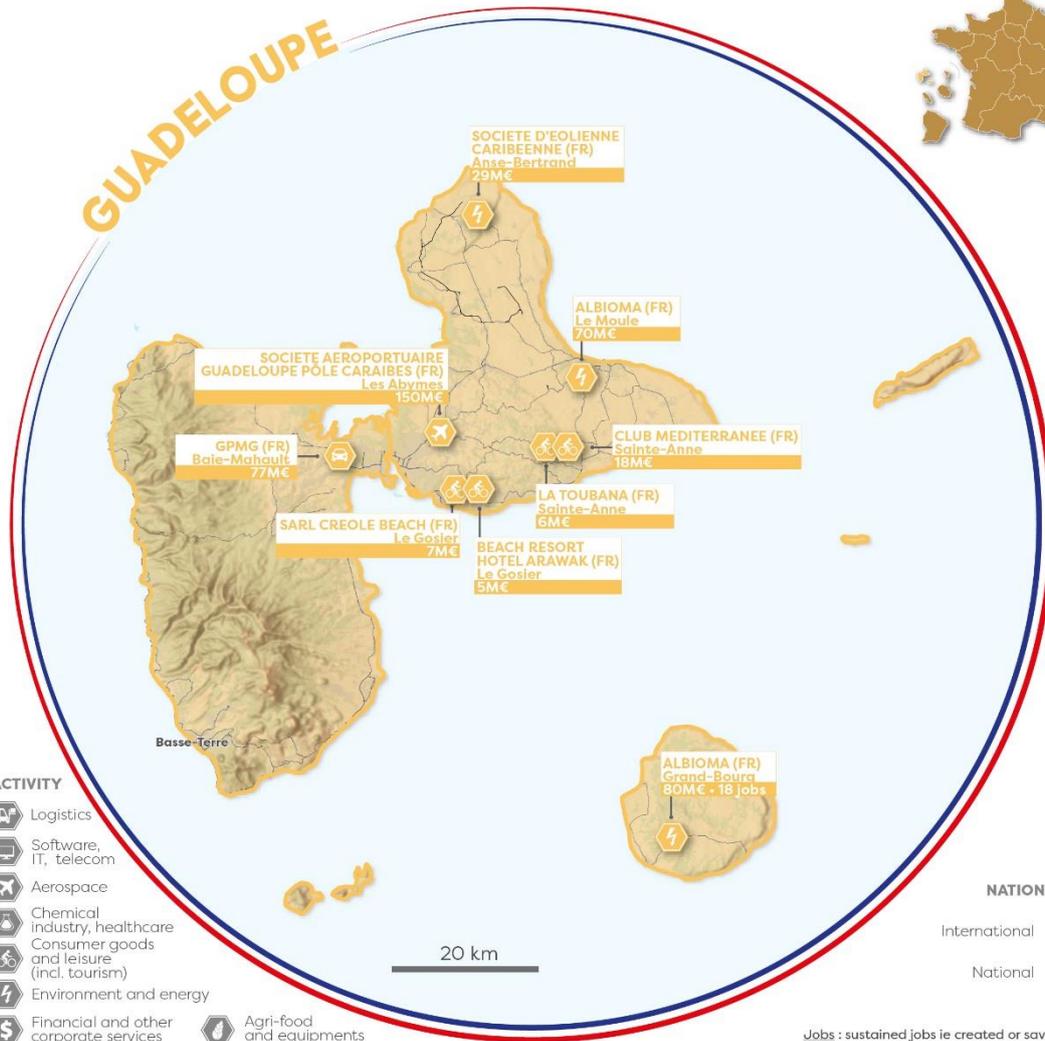
-  Aerospace
-  Chemical industry, healthcare
-  Consumer goods and leisure (incl. tourism)
-  Environment and energy
-  Financial and other corporate services
-  Logistics
-  Agri-food and equipments
-  Automotive, Railway, Naval
-  Software, IT, telecom
-  Metal industry (incl. equipment), materials (wood, plastic...)



Jobs : sustained jobs ie created or saved jobs

Sources : Direccte, Trendeo, Business France, Entreprises
Production : CGET december 2018

GUADELOUPE



ACTIVITY

- Logistics
- Software, IT, telecom
- Aerospace
- Chemical industry, healthcare
- Consumer goods and leisure (incl. tourism)
- Environment and energy
- Financial and other corporate services
- Agri-food and equipments
- Metal industry (incl. equipment), materials (wood, plastic...)
- Automotive, Railway, Naval

NATIONALITY

- International
- National

Jobs : sustained jobs ie created or saved jobs
 Sources : Direccte, Trendeo, Business France, Entreprises - Production : CGET december 2018